

Avis n°2024-07  
présenté au nom de la commission Budget et finances  
par **Sophie BARROIS**

---

## Avenant portant volet mobilités 2023-2027 au contrat de plan Etat-Région (CPER) 2021-2027

20 sept. 2024



Avis n° 2024-07  
présenté au nom de la commission Budget et finances  
par **Sophie BARROIS**

20 septembre 2024

**Avenant portant volet mobilités 2023-2027 au contrat de plan  
Etat-Région (CPER) 2021-2027**

Certifié conforme

La présidente

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'V. Muller', with a long horizontal stroke extending to the left.

**Valérie MULLER**

## **Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France**

### **Vu :**

- Le code général des collectivités territoriales ;
- La révision constitutionnelle adoptée le 17 mars 2003 et portant sur l'organisation décentralisée de la République ;
- La loi organique du 29 juillet 2004, prise en application de l'article 72-2 de la Constitution, relative à l'autonomie financière des collectivités locales ;
- La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-891 du 8 août 2014 de finances rectificative pour 2014 ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- La délibération n° CR n° 53-15 du conseil régional portant adoption du volet « mobilité multimodale » du CPER 2015-2020 ;
- L'avis n° 2015-05 du Ceser sur le projet de contrat de plan Etat-Région 2015-2020, présenté au nom de la commission des Finances et du plan par M. Daniel RABARDEL et adopté le 21 mai 2015 ;
- L'avenant n°1 au CPER 2015-2020 signé le 7 février 2017 ;
- L'avis n° 2020-11 « Quelle contractualisation avec l'Etat (CPER) pour la relance en Ile-de-France après la crise sanitaire ? » présenté par M. Denis REMOND et adopté par le Ceser le 14 septembre 2020 ;
- La délibération n° CR 2021-004 du conseil régional en date du 4 février 2021 portant approbation de l'avenant n° 2 au CPER 2015-2020 formalisant la prolongation du CPER 2015-2020 portant sur le volet « mobilité multimodale » ;
- La délibération n° CR 2021-005 du conseil régional sur l'accord de relance entre l'Etat et la Région ;
- La délibération n° CR 2021-006 du conseil régional sur les Orientations du futur CPER 2021-2027 ;
- L'avis n°2021-01 « Contractualisation Etat-Région » présenté par M. Denis REMOND et adopté par le Ceser le 29 janvier 2021 ;
- Le rapport n° CR 2021-068 de la Présidente de la Région portant communication du projet de CPER 2021-2027 ;
- L'avis n° 2022-07 « Projet de contrat de plan Etat-Région 2021-2027 » présenté par M. Denis REMOND et adopté par le Ceser le 29 juin 2022 ;
- La délibération n° CR 2022-046 du conseil régional en date du 6 juillet 2022 adoptant le contrat de plan Etat-Région 2021-2027 ;
- La délibération n° CR 2022-082 du conseil régional en date du 12 décembre 2022 portant création d'un fonds relais « CPER mobilités » pour l'année 2023 ;
- La délibération n° CR 2023-010 du conseil régional en date du 30 mars 2023 et notamment son article 5 relatif aux subventions accordées au titre du fonds relais en faveur du financement des opérations inscrites au titre du volet « mobilité multimodale » du CPER 2015-2020 limitant le versement des acomptes à 95 % de la participation régionale ;
- La délibération n° CR 2023-062 du conseil régional en date du 20 décembre 2023 portant adoption d'un protocole d'accord Etat-Région sur la maquette financière et les

grandes orientations du volet « mobilités 2023-2027 » du CPER 2021-2027 et constitution d'un fonds relais pour l'année 2024 concernant les opérations relevant du CPER 2015-2020 ;

- L'avis délibéré n° 2024-23 de l'Autorité environnementale en date du 13 juin 2024 sur l'avenant relatif au volet « mobilités 2023-2027 » du CPER 2021-2027 entre l'Etat et la Région Ile-de-France ;
- La réponse conjointe, publiée, de l'Etat et de la Région Ile-de-France en date du 10 juillet 2024 à l'avis délibéré n° 2024-23 de l'Autorité environnementale ;
- Le bilan conjoint, publié, de l'Etat et de la Région Ile-de-France en date du 2 septembre 2024 de la consultation du public menée du 9 juillet 2024 au 10 août 2024 inclus, ensemble les motifs de la décision, conformément aux dispositions des articles L-123-19 et suivants du code de l'environnement ;
- La délibération n° CR 2024-036 du conseil régional d'Ile-de-France en date du 11 septembre 2024 portant adoption du projet de Schéma directeur de la région Ile-de-France, environnemental ou SDRIF-E ;
- Le rapport n° CR 2024-038 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;
- La lettre de saisine, en date du 2 septembre 2024, de Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

#### **Entendu :**

- L'exposé de Mme Sophie **BARROIS**, rapporteure permanente « contractualisation », en commission Budget et finances du Ceser ;

#### **Considérant :**

##### **Sur le volet « mobilités » du précédent CPER 2015-2020**

- Que le volet « mobilités » du précédent CPER 2015-2020 a été prolongé et ré-abondé par avenants jusqu'en 2022 ;
- Que les négociations avec l'Etat n'ayant pas abouti, la Région a mis en place un fonds relais « CPER Mobilités » voté dans le cadre du rapport CR n°2022-082 permettant ainsi de financer dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023 les opérations non finalisées déjà inscrites au CPER 2015-2020. A ce titre 928,7 M€ ont été affectés et engagés au titre du CPER 2015-2020 ;
- Qu'à la fin de l'année 2023, les affectations et engagements de crédits de la Région sont de 5 862,7 M€ soit 113,3 % des crédits prévus et révisés du CPER 2015-2020 (5 177 M€) dont 67 % de crédits mandatés ;
- Qu'un deuxième fonds relais a été créé au 1<sup>er</sup> janvier 2024, doté au budget primitif 2024, d'une enveloppe de 833,98 M€. A l'instar du fonds relais pour 2023, les subventions régionales sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95 % de la participation régionale. Ce fonds relais est mobilisable jusqu'à l'entrée en vigueur du volet mobilités 2023-2027 du CPER 2021-2027 par l'Etat ou la Région ;

##### **Sur le mécanisme budgétaire et financier du volet mobilités 2023-2027 du CPER 2021-2027**

- Que la Région gère la majeure partie de son budget en autorisations de programme (AP) pour sa section d'investissement et en autorisations d'engagement (AE) pour sa section de fonctionnement, à l'exception des dépenses salariales, de dette et des opérations dites financières
- Que ces AP et AE se déclinent, chaque année en crédits de paiement d'investissement

(CPI) et en crédits de paiement de fonctionnement (CPF).

- Que la contractualisation est opérée en AE/AP sur les montants des opérations en euros courants, tenant compte de la conjoncture économique et de l'évolution des différents indices connus à ce jour et en intégrant les effets de l'actualisation économique cohérente avec les prévisions de date de mise en place des financements des opérations (affectations) et de durée des travaux ;

### **Sur la maquette budgétaire du volet « mobilités 2023-2027 » du CPER 2021-2027**

- Que la maquette budgétaire de ce volet « mobilités » représente un montant total de 8 411 M€ d'investissement dont 3 702 M€ pour la Région (44 %), 3 025 M€ pour l'Etat et la Société du Grand Paris (36 %) et 1 684 M€ (20 %) pour d'autres financeurs tels que la RATP, la SNCF, Ile-de-France Mobilités et des collectivités locales. Ces entités sont désignées dans ce document par le terme « bloc local » ;
- Qu'au total, le volet « mobilités » représente 74 % du CPER 2021-2027
- Que ce volet « mobilités » est organisé en trois parties : les transports en commun, le ferroviaire et les routes ;
- Que l'enveloppe budgétaire consacrée aux transports en commun est, au total de 7 411,1 M€ soit 88,11 % du volet « mobilités » ;
- Que les crédits de la Région pour les transports en commun représentent un montant de 3 369 M€ soit 45,45 % de cette enveloppe budgétaire ;
- Que l'enveloppe budgétaire consacrée au ferroviaire est, au total, de 378,4 M€ soit 4,49 % du volet « mobilités » ;
- Que les crédits de la Région pour le ferroviaire représentent un montant de 101 M€ soit 26,8 % de cette enveloppe budgétaire ;
- Que l'enveloppe budgétaire consacrée aux routes est, au total, de 522,2 M€ soit 6,20 % du volet « mobilités » ;
- Que les crédits de la Région pour les routes représentent un montant de 192 M€ soit 36,76 % de cette enveloppe budgétaire ;

### **Sur les actions inscrites au volet « mobilités 2023-2027 » (8 411 M€)**

#### **• Concernant les transports en commun (7 441,4 M€) :**

- Prolongement de Eole à l'Ouest : **1 695 M€** soit 22,87 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- Amélioration et modernisation des RER et Transiliens : **1 100 M€** soit 14,84 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- Bus en sites propres : TCSP, TZEN, BHNS (études et travaux) : **883 M€** soit 11,91 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- Nexteo RER B et D : **712 M€** soit 9,60 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- Pôles majeurs (Val-de-Fontenay, Melun, Rosny, Poissy, Mantes, Le Bourget-Drancy, La Défense, Noisy-le-Sec, Tripôle Gare de Lyon-Austerlitz-Bercy, Bipôle Gare de l'Est-Gare du Nord, Saint-Lazare, Corbeil-Essonnes, Massy-Palaiseau) : **603 M€** soit 8,13 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- T13 au nord à Achères : **471 M€** soit 6,35 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- T1 à l'ouest à Colombes et Rueil : **282 M€** soit 3,80 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- Nouvelles interconnexions au GPE : gare de Bry-Villiers-Champigny : **270 M€** soit 3,64 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- T7 au sud à Juvisy : **230 M€** soit 3,10 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- Adaptation des gares existantes interconnectées au GPE : **179 M€** soit 2,41 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- Soldes d'opérations mises en services (T4, T12, T13, T9, T6, M12, etc.) : **175 M€** soit 2,36 % de l'enveloppe « transports en commun » ;

- Métro ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier : 167 M€ soit 2,25 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- Etudes de nouveaux prolongements de lignes de métro : 120 M€ soit 1,61 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- Autres études, premières acquisitions foncières, premiers travaux : 100 M€ soit 1,34 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- Nouvelles interconnexions au GPE : arrêt de la H à Saint-Denis Pleyel : 75 M€ soit 1,01 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- T8 au sud à Rosa Parks : 68 M€ soit 0,91 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- T10 au nord à Issy-Vanves-Clamart : 38 M€ soit 0,51 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- Franchissement urbain de Pleyel : 15 M€ soit 0,20 % de l'enveloppe « transports en commun » ;
- T3 Porte Dauphine : 6 M€ soit 0,08 % de l'enveloppe « transports en commun ».
- **Concernant le ferroviaire (378, 4 M€) :**
  - Modernisation des axes ferroviaires nationaux (*Electrification Paris-Troyes phase 2, Nœud de Bercy, IFTE Melun-Moret part idf, gare TGV Orly-Pont-de-Rungis part idf, surcoûts Paris-Troyes phase 1, surcoûts Massy-Valenton Est, etc.*) : 228 M€ soit 60,35 % de l'enveloppe « ferroviaire » ;
  - Fret ferroviaire : 119 M€ soit 31,44 % de l'enveloppe « ferroviaire » ;
  - Accessibilité des grandes gares nationales : 31 M€ soit 8,19 % de l'enveloppe « ferroviaire » ;
- **Concernant les routes (522, 2 M€) :**
  - Aménagement à 2X3 voies de la RN 104 entre A4 et RN4 : 167 M€ soit 31,98 % de l'enveloppe « routes » ;
  - RN 10 Enfouissement à Trappes : 106 M€ soit 20,29 % de l'enveloppe « routes » ;
  - RN 406 Desserte du port de Bonneuil : 67,5 M€ soit 12,92 % de l'enveloppe « routes » ;
  - A 86 Diffuseur de Vélizy : 50,5 M€ soit 9,67 % de l'enveloppe « routes » ;
  - RN 10 Malmedonne : 27,4 M€ soit 5,24 % de l'enveloppe « routes » ;
  - RN 118 Ring des Ulis : 27 M€ soit 5,17 % de l'enveloppe « routes » ;
  - Etudes : 18,5 M€ soit 3,54 % de l'enveloppe « routes » ;
  - RN 12 RD 91 Aménagement Diffuseur de Satory : 17 M€ soit 3,25 % de l'enveloppe « routes » ;
  - Requalification de la RN 1 : 14 M€ soit 2,68 % de l'enveloppe « routes » ;
  - RN 19 Passage à faune de Boissy : 13,5 M€ soit 2,58 % de l'enveloppe « routes » ;
  - Requalification ex-RN 19 (Boissy) : 7,5 M€ soit 1,43 % de l'enveloppe « routes » ;
  - Finalisation contournement est de Roissy : 6 M€ soit 1,14 % de l'enveloppe « routes ».

### **Sur les modalités d'intervention et de financement des actions prises en charge dans le volet « mobilités 2023-2027 » du CPER 2021-2027**

- Que les clés de financement des différentes actions programmées entre l'Etat, la Région et le Bloc local sont présentées en annexe 1 du volet « mobilités » ;

### **Sur la gouvernance et le suivi du volet « mobilités 2023-2027 » du CPER 2021-2027**

- Qu'une gouvernance et un suivi spécifiques sont mis en place pour l'action « Modernisation des RER et Transiliens », compte tenu de l'importance de cette ligne budgétaire (1 100 M€ soit 13,07 % de l'ensemble du volet « mobilités »)
- Qu'un comité de pilotage, dont Ile-de-France Mobilités assure l'organisation et le secrétariat, se réunit au minimum deux fois par an. Il est constitué des financeurs (Etat et Région), de l'Autorité organisatrice des mobilités (Ile-de-France Mobilités) et des Maîtres d'ouvrage (SNCF Réseau, SNCF Gares et Connexions et RATP) ;
- Qu'à chaque réunion du comité de pilotage, les Maîtres d'ouvrage, en lien avec

Ile-de-France Mobilités, présentent leurs besoins d'investissement avec une vision pluriannuelle a minima sur la période 2023-2027, structurés selon les six grands axes ferroviaires de l'étoile parisienne (Saint-Lazare, Montparnasse, Austerlitz, Gare de Lyon, Gare de l'Est et Gare du Nord)

- Que les Maîtres d'ouvrage, en lien avec Ile-de-France Mobilités, détaillent les impacts des travaux sur les usagers pour les opérations de l'année en cours et présentent a minima des informations sur les éléments suivants : durée prévisionnelle des impacts des travaux, impact sur l'offre de transports, services de substitution prévus.

### **Sur la mise en place d'une évaluation du volet « mobilités » du CPER et de ses effets sur l'usage des transports**

- Que dans cette perspective, des indicateurs sont installés et répondent à trois objectifs : capacité à éclairer les enjeux, disponibilité et régularité de leur suivi ;
- Que, concernant les transports de voyageurs, trois catégories d'indicateurs sont mises en place : les indicateurs d'usage, les indicateurs d'offre et les indicateurs de qualité de suivi ; ces indicateurs sont déjà disponibles via l'Observatoire de la Mobilité qui est rattachée à Ile-de-France Mobilités ;
- Que, concernant les transports de marchandises, une seule catégorie d'indicateurs est mise en place : les indicateurs d'usage ; ces indicateurs restent à construire en lien avec l'Observatoire régional du fret et de la logistique.

### **Emet l'Avis suivant :**

#### **Préambule :**

Le Ceser regrette de n'avoir pas eu accès à l'évaluation qualitative du précédent CPER. Néanmoins, le Ceser a élaboré un certain nombre de propositions qualitatives issues d'un travail en commun de sa commission Budget et finances et de sa commission Transports et mobilités.

#### **Article 1 : réalisations et continuités du volet mobilité du CPER**

Le Ceser note que la Région a tenu ses engagements quant au volet mobilités du précédent CPER.

Le Ceser salue la poursuite de l'effort d'investissement, à hauteur de 8,4 Mds€ en faveur des mobilités franciliennes que représente le volet « mobilités 2023-2027 » du Contrat de plan Etat-Région (CPER) 2021-2027.

Il relève la part prépondérante qu'y prend, avec 44 % du total, la Région Ile-de-France, l'Etat et la Société des grands projets participant à hauteur de 36 %, les autres financeurs du bloc local tels que la RATP, la SNCF, Ile-de-France Mobilités concourant à hauteur de 20 % de l'enveloppe globale.

Le Ceser souhaite connaître les collectivités locales concourant au bloc local.

#### **Article 2 : le fret ferroviaire, un enjeu de décarbonation**

Le Ceser regrette le peu de place laissée au fret ferroviaire, enjeu pourtant majeur de l'économie francilienne. Il rappelle à cet égard la volonté d'action « concrète et rapide » exprimée dans l'acte 2 de la stratégie régionale fret et logistique.

#### **Article 3 : accessibilité des transports en commun**

Le Ceser partage la volonté exprimée par la Région pour la mise en œuvre de l'accessibilité aux transports en commun des personnes en situation de handicap et des personnes à mobilité réduite.

Le Ceser demande que les études réalisées les concernant soient rendues publiques.

Il estime indispensable que l'appel lancé par la Région aux autres financeurs soit entendu. Le Ceser, en outre, ajoute qu'un travail doit être mené pour rendre plus accueillantes les gares et stations de métro et pour mieux accompagner les usagers des transports en commun.

#### **Article 4 : articulation des différents schémas et plans**

Au moment où le Schéma directeur de la Région Ile-de-France vient d'être adopté, le Ceser regrette l'absence, dans le volet « mobilités », d'une approche territorialisée des infrastructures envisagées, articulée avec l'aménagement du territoire francilien tel que proposé dans le SDRIF-E.

#### **Article 5 : évaluation et indicateurs**

Le Ceser souligne avec satisfaction la mise en place d'une évaluation de ce volet « mobilités » à l'aide d'indicateurs qui répondent à trois objectifs : capacité à éclairer les enjeux, disponibilité et régularité du suivi.

Il souhaite être associé à la réflexion et au choix des critères définissant les priorités.

Il recommande ne pas oublier de mettre en place des indicateurs de satisfaction des usagers.

#### **Article 6 : lutte contre le dérèglement climatique**

Le Ceser estime que la lutte contre le dérèglement climatique devrait être intégrée à la fois dans les projets de transports proposés mais aussi dans leurs bilans et évaluations.

#### **Article 7 : participation du Ceser au comité de pilotage du suivi**

Le Ceser approuve la mise en place d'une gouvernance et d'un suivi particulier de l'action « amélioration et modernisation des RER et Transiliens », compte tenu de son importance budgétaire et pour la vie quotidienne des usagers.

Il recommande que cette gouvernance et ce suivi soient étendus à l'ensemble du volet « mobilités » du CPER 2021-2027.

Aussi, le Ceser, qui représente au sein de la collectivité régionale la société civile francilienne et comprend en son sein des représentants d'usagers, demande à participer au comité de pilotage, avec voix consultative.

#### **Article 8 : ligne nouvelle Paris-Normandie**

Concernant la ligne nouvelle Paris-Normandie le Ceser s'inquiète du dissensus actuel entre la Région Ile-de-France et la Région Normandie.

Il souligne que le contrat de plan prévoit la poursuite des études préalables à l'enquête d'utilité de cette ligne.

#### **Article 9 : adéquation nécessaire entre investissement et fonctionnement**

Le Ceser insiste sur le fait que tout investissement implique un budget de fonctionnement adapté, notamment les moyens humains, permettant sa pleine valorisation.

---

#### **Cet avis a été adopté :**

Suffrages exprimés : 149

Pour : 135

Contre : 1

Abstentions : 13

Ne prend pas part au vote : 1



